

LE SOCIALISME ET L'ÉTAT...

On ne peut, dans un article, que faire un résumé très bref de la position libertaire en ce qui concerne l'État par rapport au socialisme. Mais si insuffisant que cela soit, il convient d'exposer, pour nos lecteurs qui s'intéressent à la question, quelle est notre position, et pourquoi nous l'avons adoptée.

Et d'abord, quelle est à ce sujet la pétition des socialistes autoritaires, celle de Marx d'Engels qui les ont inspirés?

A ce sujet, Marx a été, comme sur tant d'autres problèmes, éminemment contradictoire. Il s'est d'abord manifesté adversaire de l'État. Puis, quand il a pensé s'en servir en tant qu'instrument révolutionnaire, il en a été l'apologiste. Enfin, Bakounine l'ayant attaqué avec vigueur, il a déclaré qu'il était aussi anti-étatiste que lui, et qu'il voulait la suppression de l'État, conquis, puis dépérissant.

Engels a développé cette théorie dans les *ORIGINES DE LA FAMILLE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET DE L'ÉTAT*. Lénine, ensuite, lorsqu'en Russie, il voulait, avant la révolution d'octobre, obtenir l'appui des anarchistes, a repris les théories d'Engels, et affirmé à nouveau que le but du socialisme était la suppression de l'État.

Mais procédons avec méthode.

HISTOIRE DE L'ÉTAT

Pour les marxistes purs, l'État, comme toutes les formes politiques de la société, à son origine dans la structure économique de cette société. Il est fréquent d'entendre affirmer, ou de lire sous la plume de certains adeptes du matérialisme historique, que le pouvoir en France, s'est définitivement centralisé lorsque la bourgeoisie classe économique devenue prépondérante, a eu besoin de supprimer (pour le libre transport des marchandises) la structure provinciale et les entraves légales de toute sorte, qui la gênaient dans son économie (1). Des affirmations du même genre sont souvent répétées.

Or, pour qui regarde les faits sans œillères doctrinales et sans métaphysique politique, il est indiscutable que Louis XI (nous laissons à part Charlemagne, qui est pourtant un antécédent d'immense importance dans l'Europe occidentale) a été le premier grand artisan du centralisme politique. Seignobos signalait que dans l'histoire de France, comme dans celle de l'Allemagne, l'État, en tant que tel, avait été l'œuvre d'une dynastie royale. Celle-ci a poursuivi, au cours des siècles l'agrandissement de son domaine, menant la lutte contre les seigneurs féodaux d'abord, contre les communes ensuite, afin de dominer des territoires de plus en plus grands et des populations sans cesse plus nombreuses.

C'est, en synthèse, ce qu'ont affirmé à peu près tous les historiens impartiaux, La volonté de puissance, l'esprit autoritaire, la soif de domination constituent les causes essentielles de l'organisation de l'État centralisé. Ni Louis XIV, ni Napoléon n'ont été les instruments des classes économiques ou d'une classe économique prédominante. Ils ont fait leur politique, et ce sont eux, au contraire, qui ont dicté l'économie;

(1) On cite souvent à ce sujet la Révolution française, œuvre de la bourgeoisie, qui créa l'État centralisé. Or, la bourgeoisie fut fédéraliste, et c'est le fédéralisme que réclamaient les Girondins, ou les insurrections de province. Le centralisme a été l'œuvre des Jacobins, et ceux-ci étaient soutenus par le peuple de Paris et par les clubs populaires.

l'expérience colbertienne, le blocus continental et ses dérivations économiques, les formidables répercussions économiques et financières des guerres, ayant à leur tour des conséquences politiques (la révolution française est une des conséquences de la politique de Louis XIV), ces personnages, semble-t-il, ont déterminé l'économie, plus qu'ils ont été déterminés par elle.

Il en est de même dans tous les pays. Pierre le Grand et Catherine II déterminent l'histoire de la Russie, Bismark celle de l'Allemagne, César a déterminé celle de la Rome antique, et Alexandre le Grand celle de la Grèce et d'une partie de l'Orient. Charles Quint et Philippe II, celle de l'Espagne en faisant apparaître le centralisme outrancier, et en supprimant les autonomies régionales.

Rien n'est absolu. Nous admettons que les faits économiques se répercutent, au cours de l'histoire, sur les actions de l'État. Cela fut particulièrement le cas dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et dans le premier quart du vingtième siècle. Mais encore, cela n'eut pas lieu d'une façon unilatérale. La guerre de 1870 a eu pour cause une rivalité dynastique entre la France et l'Allemagne. Mais elle eut pour répercussion politique la prédominance de l'Allemagne dans le continent européen, et la proclamation de la République en France.

Au dogmatisme «*scientifique*» du marxisme, les anarchistes ont toujours répondu que l'État avait une fin en soi, qu'il faisait avant tout sa politique économique - presque toutes les dévaluations, depuis Charlemagne, ont été faites pour les besoins des rois, contre la volonté des classes économiques actives, - et qu'il était absurde de tout schématiser de façon unilatérale.

RÔLE DE L'ÉTAT

Cette discussion théorique à un but pratique concret. Si, comme l'affirment les docteurs du marxisme, l'État est l'expression politique de la classe économique dirigeante, contre la classe économiquement dominée, on peut supposer qu'il sera aux mains du prolétariat, un instrument d'expropriation de la bourgeoisie et de libération du peuple. Il est vain de penser et de croire que, les classes sociales ayant disparu par suite de la disparition de la bourgeoisie et du capitalisme, l'État, n'ayant plus de raison d'être, disparaîtra automatiquement (Engels). Le socialisme «*économiquement réalisé*» impliquerait automatiquement la disparition totale de l'État.

Cette métaphysique est surtout dangereuse en ce sens qu'elle nous conduit directement à l'acceptation du pouvoir d'État et à toutes ses conséquences.

Que l'État ne soit pas forcément transitoire, ni condamné à disparaître dès l'expropriation capitaliste, nous en avons une preuve éloquentes dans les programmes de société socialiste que les théoriciens du marxisme élaborèrent dès 1865. Il n'y était question que de la société définitivement étatisée. On y prévoyait plus la disparition de l'État avec celle de la classe capitaliste.

C'était logique. Et il le sera toujours que les organisateurs de l'État ne puissent rien prévoir que la cristallisation de l'organisme qu'ils auront créé. La première raison en est que l'on accepte difficilement de tuer ce dont on est l'auteur.

Il en est d'autres.

Car, qu'est-ce que l'État? Un instrument de domination, d'abord, et toujours, d'administration ensuite, mais non dans tous les cas. Et de quoi se compose-t-il? D'un gouvernement, avec ses différents ministères et leur vaste bureaucratie, la police, la magistrature, de l'armée. C'est lui qui organise et qui détient tous les moyens d'imposition, ou tout au moins les moyens les plus puissants — ceux des municipalités sont pratiquement sans importance en face de lui. Il peut faire toutes les lois qu'il veut, lancer tous les décrets qu'il lui plaît, multiplier les impôts qui le nourriront et lui permettent de s'agrandir sans arrêt. Par le pouvoir qu'il détient il est le maître de la société. Et de par sa nature, il tend à s'étendre de plus en plus, non à se restreindre. Il en tous les moyens.

Comment voudrait-on que, dans de telles conditions, il acceptât de se réduire de s'éliminer tout seul, ou que des forces capables de l'éliminer se constituassent et le combattissent librement? Il faut avoir recours à toute la surprenante élasticité de la méthode dialectique pour croire en ce miracle.

LE FACTEUR AUTORITAIRE

Il faut aussi tenir compte du facteur psychologique de domination, de l'esprit dominateur qui est une des réalités les plus grandes de la vie sociale, à laquelle on se heurte à chaque pas dans les organisations et chez les individus, et qui de par soi constitue une des causes de l'institution autoritaire que l'on appelle État. Ce seul facteur a pu être suffisant pour faire naître l'État dans sa forme rudimentaire. A l'origine des formations autoritaires de la société, on trouve le sorcier, et le conseil des anciens qui s'ankylose et se pétrifie. Puis le chef. Des initiatives, des esprits autoritaires, règnent, non des raisons économiques. Quand le facteur d'imposition est né, il poursuivait ses propres fins. Même quand ces fins étaient économiques, quand une peuplade s'organisait militairement pour en piller une autre, quand un individu, quand un groupe d'individus manœuvraient pour exploiter leurs semblables au sein de la collectivité, cela n'était pas le résultat de l'évolution naturelle de l'économie ni de la présence des classes, mais d'une volonté de spoliation et de domination.

Engels fait de la littérature, quand il affirme que l'État a été la conséquence obligatoire de l'existence de classes antagonistes, et que son but fut de maintenir un ordre social que ces classes en lutte auraient empêché d'exister. D'abord, de quel ordre s'agit-il? De celui où les classes privilégiées exploitent les plus pauvres, créent le marasme, la misère ou la lutte de tous contre tous, puis les guerres de conquêtes, les luttes dynastiques? Est-ce l'ordre cela?

«CLASSE, POUVOIR, ÉTAT, écrivait Bakounine, SONT TROIS TERMES INSÉPARABLES, DONT CHACUN SUPPOSE NÉCESSAIREMENT LES DEUX AUTRES. ET QUI TOUS ENSEMBLE SE RÉSUMENT DÉFINITIVEMENT PAR CES MOTS: L'ASSUJETTISSEMENT POLITIQUE ET L'EXPLOITATION ÉCONOMIQUE DES MASSES».

Dans l'histoire humaine, le pouvoir politique a précédé la classe économiquement constituée. Il est né non seulement du sorcier, qui commence aussi le pouvoir religieux, et du conseil des anciens, mais du chef guerrier plus intelligent et plus autoritaire. Et il a donné lieu à la constitution des privilèges économiques (2).

Et il donnera toujours lieu à cette constitution. Car ses composants s'érigeront eux-mêmes en privilégiés. Voilà ce que nous avons toujours dit, voilà ce que nous affirmerons toujours. L'État suppose la classe comme la classe suppose l'État.

L'EXPÉRIENCE RUSSE

La preuve de ce qu'affirmaient nos théoriciens, forts de l'expérience de toutes les civilisations, a été apportée par la Russie. L'État a fait naître de nouvelles classes. Il y a aujourd'hui des millionnaires en Russie. Que leurs privilèges proviennent non pas de la possession directe des fabriques, mais des traitements plus élevés et des participations aux bénéfices, n'empêche pas que les masses populaires soient exploitées et malheureuses dans la mesure où les nouveaux riches se multiplient.

On sait qu'aujourd'hui l'enseignement secondaire et supérieur n'est plus accessible, en Russie, aux enfants des ouvriers et des paysans. L'exercice du pouvoir, qui demande des hommes cultivés, leur sera accessible de moins en moins. Plus encore que de classes, on peut parier de la formation de castes. Et l'État donnera toujours lieu à ces formations, même si ceux qui l'ont créé ne poursuivaient pas personnellement ce but.

(2) Arturo Labriola, le plus brillant théoricien marxiste d'Italie, finit par admettre que dans la Rome antique, les grandes fortunes apparaissent avec les monopoles concédés par l'État pour l'armement des troupes. Ajoutons le pillage par les généraux, les gouverneurs et leurs soutiens. Puis plus tard, la spéculation même sur l'État, par les banquiers dont la fortune remonte à ces monopoles officiellement concédés à des particuliers, spécialement dans les périodes de guerre.

Que la constitution de l'État ou d'une nouvelle forme d'État ne soit pas le jeu naturel de l'ascension d'une classe sociale, et des nouveaux rapports économiques au sein de la société, nous en avons en ce moment une preuve évidente. Le *Parti communiste*, qui aspire au pouvoir, n'a pas été la création spontanée des masses laborieuses, mais d'une poignée de politiciens révolutionnaires.

Jamais peut-être on a fait, dans l'histoire humaine, un tel appel à tous les facteurs psychologiques, idéalistes, politiques, moraux et immoraux. Jamais on a tant usé du subterfuge, de ruse, du mensonge, de l'hypocrisie, comme le recommandait Lénine dans «*La maladie infantile du communisme*». Jamais on a employé tant de subtilités, de déguisements, de mimétisme pour parvenir à ses fins. Fatalisme économique? Allons donc! Volonté d'influencer l'histoire et d'y arriver par tous les moyens. Intelligence au service d'une idée ou d'un appétit d'autorité.

Et cela, en plus des intérêts matériels qui lui sont propres, assurera toujours la volonté de pérennité de l'État qui ne disparaîtra que si les révolutionnaires le combattent sans relâche et poursuivent systématiquement sa destruction.

Robert LEFRANC.
